



**GRAND DEBAT NATIONAL  
A LA MAIRIE DU 9<sup>E</sup>  
Lundi 18 février 2019**

**ADOPTION DU COMPTE-RENDU**

Le lundi 18 février 2019 à 18h30, s'est tenue à la Mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris à l'initiative de Delphine Bürkli, Maire du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une réunion publique rassemblant quelques 300 personnes dans le cadre du « Grand débat national ».

En amont de cette réunion, un appel à candidature avait été lancé auprès des habitants par la Mairie du 9<sup>e</sup> pour constituer un bureau de séance composé de quatre citoyens volontaires en charge de rédiger un compte-rendu de la réunion avec un rédacteur pour chacun des quatre grandes thématiques fixées par le Gouvernement.

Huit candidatures ont été reçues.

Il a donc été procédé en début de réunion, le 18 février, par le Directeur général des services de la Mairie du 9<sup>e</sup>, à un tirage au sort paritaire.

À l'issue de ce tirage au sort, ont été désignés :

Thème 1 – Transition écologique : Madame Anne Deraisme

Thème 2 – Fiscalité : Monsieur Marc Guiselin

Thème 3 – Services de l'État : Madame Elisabeth Chaperon

Thème 4 – Citoyenneté : Monsieur Lionel Lamalle

Le bureau s'est réuni à la Mairie du 9<sup>e</sup>, le jeudi 7 mars 2019 et après relecture des quatre comptes-rendus rédigés par ses membres, a décidé de leur adoption et de leur remise par les soins de la Mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au Préfet de Paris.

**A Paris 9<sup>e</sup>, le 7 mars 2019**

**Anne Deraisme**

**Marc Guiselin**

**Elisabeth Chaperon**

**Lionel Lamalle**

# Grand Débat National

## Thème 1 : transition écologique

*Comment mieux accompagner les Français dans leur vie quotidienne pour se loger, se déplacer, se chauffer ?*

Mairie de Paris 9<sup>e</sup>

18 février 2019

Rédacteur: Anne Deraisme

# LOGEMENT

- Proposition L1 : **Rétablir les aides fiscales sur l'isolation thermique et (in)former les gens**

Objectif : diminuer la facture énergétique des ménages et protéger l'environnement (quelle planète allons-nous laisser à nos enfants ?)

*Illustration : loyer studio 17m2 à Paris9 = 914€ + 30% dépenses = facture chauffage électricité & gaz + SMIC = 1171,34€ net donc le reste à vivre est minime après avoir payé les factures. L'appauvrissement est un des maux actuels.*

Question : plafonnement/seuil mis en place sur le double vitrage des fenêtres

- Proposition L2 : **Alléger la réglementation sur le logement social et privé**

Objectif : inciter les communes à investir pour construire des logements

*Illustration : la pénurie de logement dans les grandes agglomérations est un souci pour le pouvoir d'achat mais aussi l'écologie car elle génère des transports en zones périurbaines*

Question : un plan d'occupation des sols/d'urbanisme jugé malthusien, des terrains constructibles pas toujours mis à disposition pour construire des logements

- Proposition L3 : **Fixer une durée de validité pour le loyer en HLM**

Objectif : limiter la durée d'occupation d'un logement dans un HLM

*Illustration : 1-2 personnes vivent dans 4-5 pièces alors que des familles nombreuses ne peuvent pas en profiter.*

Question : bourses d'échanges

- Proposition L4 : **Rétablir l'encadrement des loyers**

*Illustration : inquiétude des seniors locataires parisiens avant leur retraite*

# TRANSPORT 1/3

- Proposition T1 : **Développer les transports en commun à 100-200kms de Paris**  
Objectif : éviter que les provinciaux qui travaillent à Paris n'aient à prendre leur voiture au départ de chez eux

*Illustration : la SNCF ferme des petites lignes vers Chartres/Orléans au profit du transport par autocar*

- Proposition T1bis : **Favoriser le transport de marchandises par voie ferrée**

*Illustration : fermeture des gares de fret au profit du transport par camion*

- Proposition T2 : **Taxer les avions/cargos/paquebots sur le carburant au niveau international/européen**  
Objectif : rééquilibrer l'effort demandé à la population vers les plus gros consommateurs de carburant

*Illustration : le point de départ de la colère des gilets jaunes a été la hausse de la taxe sur le carburant*

- Proposition T2bis : **Taxer la personne sur son bilan carbone, transport aérien compris**  
Objectif : prendre conscience de sa consommation et la limiter

*Illustration : mention lors de l'achat d'un billet d'avion des tonnes de carburant consommé et proposition de payer une compensation de l'émission carbone provoquée*

- Proposition T3: **Développer le télétravail 2 jours/semaine**

Objectif : désengorger les transports en commun

- Proposition T3bis : **Développer la couverture du réseau Internet sur l'ensemble du territoire**

Objectif : permettre le télétravail dans les zones blanches/non-couvertes

# TRANSPORT 2/3

- Proposition T4 : **Développer le coworking**, favoriser la location d'espaces partagés avec des salariés d'autres entreprises habitant près de son logement

Objectif : se rapprocher de son lieu de travail pour limiter les transports

- Proposition T5 : **Développer le covoiturage**, installer des bornes de covoiturage avec des technologies/applications mobiles

Objectif : diminuer la consommation d'énergie, réduire les voitures avec 1 personne à bord en connectant les personnes

- Proposition T6 : **Inciter les entreprises à embaucher des personnes qui habitent près de leur travail** (fiscalité avantageuse, charges sociales allégées)

Objectif : réduire de 15% des allers-retours quotidiens chronophages, écologiquement insensés et psychologiquement néfastes, sur des métiers interchangeables (comptabilité)

- Proposition T6bis : dans le cadre de la RSE, créer un **système vertueux pour les entreprises** favorisant le télétravail, coworking, covoiturage

- Proposition T7 : **créer des parkings gratuits aux arrêts de tramways**

Objectif : favoriser l'intermodalité (partir en voiture de chez soi puis utiliser les transports en commun dès que possible)

- Proposition T8 : **Moduler l'usage et le sens des voies de circulation selon les besoins et les heures**

*Illustration : En Scandinavie et en Asie du Sud-Est, des politiques de mobilité adaptent les voies selon les heures (piéton, vélo, auto), réserver des voies d'autoroute pour le covoiturage, autoriser les véhicules avec plus de 2 occupants à bord à utiliser les voies de bus*

# TRANSPORT 3/3

- Proposition T9 : **Promouvoir les 2 roues électriques et le vélo**

Objectif : diminuer la pollution atmosphérique et les émissions de CO2

*Illustration : Pékin*

- Proposition T10 : **Equiper les administrations comme la police de véhicules électriques/hydrogène**

Objectif : l'Etat donne l'exemple

- Proposition T11 : **Optimiser les lignes de bus pour en améliorer la fréquence**

*Illustration : 3-4 lignes de bus font le trajet de Palais-Royal à la Mairie du 9e*

- Proposition T12 : **Laisser le métro circuler 24 heures sur 24**

- Proposition T14 : **Interdire la voiture en ville**

*Illustration : A Pontevedra, ville sans voiture en Espagne depuis 15 ans, on observe moins de stress, d'accident et de pollution ainsi que plus d'espace vert et d'entraide. La voiture électrique laisse des déchets aux générations suivantes.*

# DECHETS

- Proposition D1 : **Taxer les cartons d'emballage** des GAFA (Google Apple Facebook Amazon), sensibiliser les consommateurs et inciter les entreprises à limiter les emballages

Objectif : inciter à acheter local, créer des emplois recyclage, adapter les comportements/mentalités (promouvoir le vrac)

*Illustration : A Zurich il y a 10 ans en 15 jours, diminution drastique du volume des poubelles en faisant payer les sacs poubelle homologués*

- Proposition D2 : **Eduquer au tri sélectif**, inciter et informer

*Illustrations : où jeter les capsules Nespresso, les nouvelles directives de tri au 01/01/19 n'ont pas été communiquées par la Mairie aux syndicats des copropriétés, détailler précisément ce qu'on peut mettre dans quelle poubelle sur le modèle du comité pragmatique de Montréal*

Réponse : le guide du tri (application mobile : taper le nom de l'objet et la ville, l'appli indique où le jeter), kit pour les adultes, formation des enfants par l'Education Nationale

- Proposition D2bis : **Augmenter la fréquence de ramassage des poubelles jaunes**

*Illustration : ramassage hebdomadaire aujourd'hui insuffisant*

- Proposition D3 : **Ajouter des rues à objectif zéro déchet**

Objectif : améliorer la gestion des ordures et limiter les emballages

*Illustration : rue de Paradis dans le 10e avec l'implication des habitants, commerçants, restaurants*

Question : quelle rue dans le 9e (réponse de la maire du 9e = rue Milton avec une association de collecte des biodéchets, aluminium, plastique alors que focus mis sur les vêtements dans le 10e)

- Proposition D4 : **Limiter l'usage des pesticides**

Objectif : arrêter d'empoisonner la planète

- Proposition D5 : **Créer une contribution volontaire pour la nature**

Objectif : promouvoir une prise de conscience individuelle/des entreprises vertueuses dans un 1er temps , assurer une transition fluide , instaurer progressivement une taxe obligatoire dont le niveau pourrait être négocié par secteur

*Illustration : aujourd'hui on est d'accord pour payer 20%TVA mais on fait payer la nature à notre place, pourquoi ne pas indiquer le coût porté par la nature*

- Proposition D6: **Préserver un service humain de l'Etat**

Objectif : limiter les dépenses d'achat des particuliers en matériel informatique/abonnement Internet



# ESPACE PUBLIC

- Proposition E1 : **Accorder plus de place aux piétons**

Objectif : meilleur partage de l'espace public et réguler les nouveaux véhicules électriques individuels

*Illustration : 50% de l'espace public est dédié à la route, 10% au stationnement, le reste a été envahi par les trottinettes à assistance électrique entre autres, il n'est plus possible pour un couple de marcher main dans la main sur le trottoir*

- Proposition E1bis : **Supprimer les appareils chauffants sur les terrasses des bars/restaurants**

Objectif : libérer de la place sur les trottoirs et éviter de gaspiller de l'énergie

- Proposition E2 : **Eteindre les grands magasins et les bureaux allumés la nuit**

Objectif : économiser l'électricité

- Proposition E3 : **Planter des arbres fruitiers à Paris**

Objectif : nourrir les personnes à revenus limités et les SDF

*Illustration : aujourd'hui, on trouve des plantes d'ornement et des arbres décoratifs dans les espaces verts*

- Proposition E4 : **Mieux entretenir Paris**

Objectif : restaurer l'image de Paris à l'étranger par des travaux

*Illustration : c'est la vitrine de la France avec ses monuments et son histoire mais c'est aujourd'hui un palais sous la crasse/mendiants*

- Proposition E5 : **Limiter l'usage de la cigarette dehors devant les bars**

Objectif : diminuer les dégagements de CO2 pour les riverains qui habitent au-dessus



**GRAND DEBAT MAIRIE DU 9<sup>E</sup> ARRONDISSEMENT**  
**LUNDI 18 FEVRIER 2019**

---

Thème2 : Fiscalité. *Comment rendre notre fiscalité plus juste, plus efficace, plus compétitive et plus lisible ?*

Rédacteur : Marc Guiselin

Début des propositions sur la fiscalité à 19h35.

- Inciter le *coworking* via la fiscalité
- + 300€ pour les petits salaires et – 300€ pour les plus gros
- Impôt sur le revenu, plus large, plus progressif et plus redistributeur
- Que les plus riches contribuent plus, rétablir l'ISF
- Niches fiscales à revoir pour les plus riches (réduction de ses niches pour les plus riches)
- Augmenter le plafond de l'IFI de 1,3 millions d'euros et plus de souplesse
- IFI. Pour les retraités c'est un complément de revenu (location foncière) et il n'est pas juste de taxer l'immobilier
- Suppressions des taxes sur la résidence principale
- 48% des Français sont concernés par l'impôt sur le revenu : que chacun paye l'impôt sur le revenu sans exception même minime pour une prise de conscience et participer au financement collectif
- CSG progressive (transfert des plus pauvres vers les plus riches)
- Aucun nouvel impôt créé sans la contrepartie de suppression d'un autre impôt
- Rééquilibrer le budget et l'inscrire dans la constitution
- Réduire la TVA sur les produits de première nécessité et augmenter la TVA sur le luxe
- Prix fixe sur le lait beurre etc, (produits de première nécessité)
- Relever la TVA sur les importations et les produits de luxe, améliorer la balance des échanges commerciaux
- Augmenter les taxes sur les dividendes
- Taxer les transactions financières
- Taxer davantage les GAFAs
- Banques aident à l'évasion fiscale de 5,5 milliards / an, taxer ces 5,5 milliards tout de suite
- Remettre à plat la fiscalité des entreprises
- Le CICE au profit des petites et moyennes entreprises et non pas des grosses entreprises
- Conditionner le crédit d'impôt des entreprises à des contreparties comme la création d'emploi...
- Remettre l'exonération de l'assurance maladie des autoentrepreneurs à 2 ans
- Suppression de la CFE pour les autoentrepreneurs lors du démarrage de leur activité
- Créer un système de retraite pour les autoentrepreneurs
- Efforts à faire pour une fiscalité européenne
- Renforcer la fiscalité européenne sur l'évasion fiscale
- uniformiser l'impôt au niveau de l'Europe
- Ne pas autoriser de nouveau crédit si l'ancien crédit n'est pas remboursé (surendettement)

- Inégalité sur le patrimoine, revoir l'impôt sur la succession
- Réformer l'impôt sur la succession
  
- Mieux expliquer l'impôt et ses contreparties
- Mieux expliquer le budget de l'état
- Plus d'éducation et d'information économique (lutte contre les paradis fiscaux)
- Redistribution, plus de transparence sur les coûts de l'hôpital, assedic etc et expliquer ce coût par plus de pédagogie et d'information
  
- Moratoire sur l'augmentation des taxes carburant
- Rétablir les taxes sur les carburants pour les avions et les bateaux
  
- Mieux aider les jeunes pour l'accession à la propriété
- Les jeunes doivent épargner pour leur retraite, c'est une erreur de taxer leurs placements

Fin des propositions sur la fiscalité à 20h17

## **Le grand débat national**

Mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement

Lundi 18 février 2019

### Thème 3: Les services de l'État

*Comment faire évoluer l'organisation de l'État et des services publics pour les rendre plus proches des Français et plus efficaces ?*

#### Rédacteur : Elisabeth Chaperon

- Les rapports du Défenseur des droits soulignent les limites de la dématérialisation des rapports avec les services administratifs ; il est nécessaire de rétablir la part d'humain et de proximité.
- Lutter contre « le tout numérique » : maintenir des permanences de personnes physiques et développer l'usage des « chatbot » pour les usagers qui maîtrisent mal les démarches en ligne.
- Réduire la fracture numérique en améliorant la couverture du territoire.
- Lutter contre le « tout numérique » et le regroupement des services en des « monstres » nationaux.
  
- La répartition des compétences entre les différents services administratifs manque de lisibilité.
- Réduire le nombre d'échelons administratifs (lutter contre le millefeuille institutionnel) et favoriser le premier échelon local.
- Il existe actuellement cinq échelons administratifs ; il faudrait en supprimer un.
- Clarifier les rapports entre Le Grand Paris et la région Ile-de-France.
- Adapter les horaires des services publics à ceux des actifs ; proposer aux retraités qui assureraient le fonctionnement des guichets un complément de revenus.
  
- Réduire le délai de régularisation des travailleurs étrangers s'ils possèdent une promesse d'embauche.
  
- Réactiver (en l'améliorant) le projet de dossier médical personnalisé.
- Fonction publique hospitalière : les services sont surchargés alors que la politique actuelle ne parle que de suppression de postes.
- Revoir la gouvernance des hôpitaux en rééquilibrant le rôle des administrateurs et des soignants. Faire davantage confiance aux soignants permettrait d'améliorer le fonctionnement des hôpitaux à coût constant. Les arbitrages budgétaires effectués par des administrateurs sans tenir compte de l'avis des personnels soignants compétents mettent en péril la santé de nos concitoyens.
  
- Modifier la portée juridique des rapports de la Cour des comptes afin que ceux-ci ne restent pas de simples recommandations.
  
- Adapter la localisation des services publics à la vie dans les espaces ruraux : permanences mobiles, regroupement des services dans « une maison des services publics » ...

- Travailler sur les grands thèmes de la simplification, la transparence, la productivité des services de l'État. « Que ces derniers cessent d'occuper des palais nationaux pour se rapprocher des citoyens ».
- Que la formation des hauts fonctionnaires comporte des stages dans les quartiers difficiles.
- Lutter contre les privilèges de la haute fonction publique.
  
- Éducation : sur la base du volontariat, nommer, avec une contrepartie financière, les professeurs les plus compétents dans les zones difficiles.
  
- Service civique généralisé : que chaque citoyen, s'il le souhaite, puisse partager le quotidien des services.
- Proposer un service civique d'un an aux personnes en reconversion.
  
- Ouverture des bibliothèques en soirée et des services de Pôle Emploi toute la journée.
- Augmenter le nombre de conseillers dans les Pôles Emploi afin qu'ils ne suivent plus 100 à 120 dossiers de demandeurs, au lieu de créer des postes pour supprimer le plus possible de « chercheurs d'emploi » de leur liste.
  
- Le coût réel des prestations des services publics est assez méconnu, minimisé, voire considéré comme nul. Je propose d'afficher le coût de chaque prestation. L'intérêt serait de mettre en parallèle les impôts payés et les services rendus.
  
- Remettre à plat la participation/actionnariat de l'État dans les grandes entreprises.
  
- Remettre en valeur le rôle du Médiateur de la République (et de ses correspondants sur le territoire) et lui donner plus de moyens.

# GRAND DEBAT NATIONAL

Lieu : Salle du Conseil - Mairie Paris 9

Date : 18 Février 2019 - 18h30 - 21h30

## THEME 4 : CITOYENNETE

*Comment faire évoluer la pratique de la démocratie et de la citoyenneté ?*

Rédacteur: Lionel LAMALLE

### 1/ PREAMBULE

La soirée du « Grand Débat National » est à l'initiative de la Mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement. Quatre thèmes sont débattus en séance.

Le présent document est dédié au dernier thème évoqué en séance :

#### « CITOYENNETE : Comment fait évoluer la pratique de la démocratie et de la citoyenneté ?

Toutes les interventions citoyennes sont consolidées dans ce compte rendu. Une intervention peut regrouper de 1 à n constat(s) et solution(s).

Ce document a pour objectif de restituer par consolidation et synthèse (sans interprétation ni censure) :

- d'une part les premiers éléments de réflexion (rubrique : « CONSTAT »)
- d'autre part les solutions proposées par les participants (rubrique : « SOLUTION »).

Ce document sera partagé pour amendement aux référents de la Mairie et aux trois autres secrétaires de séance.

### 2 / COMPTE RENDU DES INTERVENTIONS CITOYENNES

Des 26 interventions en séance, 4 catégories de réflexion peuvent être identifiées. Ces catégories consolident les informations collectées en séance:

-catégorie A : ensemble, des constats et solutions citoyennes, regroupé sous la notion de « L'INSTITUTION GOUVERNEMENTALE » (Sénat, Assemblée nationale, mandat, élection...)

-catégorie B: ensemble, des constats et solutions citoyennes, regroupé sous la notion de « DEMOCRATIE LOCALE » (démocratie participative, ...)

-catégorie C : ensemble, des constats et solutions citoyennes, regroupé sous la notion de « L'INTEGRATION » (minorités...)

-catégorie D : ensemble, des constats et solutions citoyennes, regroupé sous la notion de « L'ENGAGEMENT » (jeunesse, service civique...)

#### CATEGORIE A : INSTITUTION GOUVERNEMENTALE

APPROCHE CITOYENNE	CONSTAT	SOLUTION
SENAT (2nd chambre)	fonctionnement, rôle et participation à repenser (pb limite d'âge...)	fonctionnement : élection et consultation citoyenne récurrente favorisant la représentation par citoyen et par fonction. rôle : dernier acte à la main de l'assemblée nationale

ASSEMBLEE NATIONALE	manque de représentativité	constitution : assemblée plus représentative humainement et sociologiquement de la population
		députés : possibilité de tirage au sort par critères (âge, métier, culture...)
3ieme CHAMBRE	na	constitution d'une 3ième chambre sur la base du volontariat et par tirage au sort pour contrôler les institutions.
MANDATS	condamnation et éligibilité	Inéligibilité pour mandat national en cas de condamnation
		condition d'élu : point de citoyenneté ( ie permis de conduire)
ELECTION	éloignement du député de la vie locale : fractionnement par strate des prises de décision, conséquence du non cumul des mandats	transversalité des responsabilités : réintroduire des liens entre le national et le local pour favoriser lia remontée d'information « down to up »
	désynchronisation « législatif / exécutif / judiciaire »	passage des élections législatives avant la présidentielle avec introduction d'une dose de proportionnelle
REFORME des INSTITUTIONS	Dans la théorie, toujours faisable MAIS pb dans la réalisation opérationnelle	applicabilité de ce qui est pensé pour le global, et uniquement pour le global dans la justesse de l'action de réforme
	pb de pluralisme : intérêt perso. primant sur le caractère global lors de la réalisation avec un manque de justesse pour pallier les pb	
GOUVERNEMENT		Des ministres par corps de métiers élus par leurs pairs
REFORME de la SOCIETE FRANCAISE	caractère irréformable de la France et du bien pensant sous jacent	réforme d'un pays passant par le bien vivre là où l'on habite
	RIC : porte ouverte aux corporatismes	RIC « local » = défense de la vie locale et quotidienne

## CATEGORIE B : DEMOCRATIE LOCALE

APPROCHE CITOYENNE	CONSTAT	SOLUTION
DEMOCRATIE REPRESENTATIVE	frustration : manque de visibilité sur les actions actuelles	« 3 <sup>e</sup> voix » : consultation au plus proche des gens dans un objectif de prise en compte et de résultat opérationnel
	suivi du grand débat national : quid de l'application des mesures ressortant de la consultation?, forte attente des participants	visibilité sur la consultation et l'aboutissement des débats et rencontres
	position anti-parlementariste avec non connaissance du périmètre de décision	appréhension du compromis et non du « tout pouvoir »
BUDGET PARTICIPATIF DE LA MAIRIE DU 9E	2019 : 3500 votants (urne et internet), participation crescendo mais relativement faible	participation à renforcer par une meilleure visibilité
	Vote uniquement « POUR » un projet sans possibilité d'opposition	possibilité de prise en compte d'un vote « CONTRE » un projet lors des consultations et soumissions à vote des projets éligible au budget participatif
VIE EN FRANCE	Vivre en France : une CHANCE malgré les inégalités	avoir un regard d'introspection et d'ouverture vers les autres pays pour comparaison

## CATEGORIE C : INTEGRATION

APPROCHE CITOYENNE	CONSTAT	SOLUTION
LES MINORITES	exclusion de la République, distance, multiplicités « des » France sans cohésion	cohésion nationale effective en refondant la notion d'intégration pour l'appartenance à UNE France
LES INVISIBLES	précarité et désocialisation : manque de compétence, formation	mise en place d'un parcours d'intégration, d'aide à la formation pour l'acquisition de compétences dans l'optique de retrouver un emploi



## CATEGORIE D : ENGAGEMENT

APPROCHE CITOYENNE	CONSTAT	SOLUTION
JEUNESSE	manque de représentativité par manque d'intérêt et d'écoute, difficulté de mobilisation des jeunes par absence de connaissance	représentativité de la jeunesse par communication sur le bien fondé du vote
ASSOCIATIONS	relais de citoyenneté : manque de culture, de reconnaissance et de valorisation des bénévoles => passage sous silence	renforcement des vecteurs de citoyenneté dès le plus jeune âge par l'éducation et en favorisant l'engagement de l'adulte de demain
	passage sous silence d'une partie de la société civile	valorisation des gens qui font, qui avancent et qui comptent que les entreprises accordent une journée par mois à leurs salariés pour leurs engagements associatifs
CITOYENNETE	citoyen en dehors de la construction de solution pour résolution des pb. de l'Etat	citoyen « JURE » : participation obligatoire de citoyens pour construire une solution aux pb de l'état (ie solution en entreprise, Task force...)
	TV du service public : manque de rôle sur la citoyenneté	Davantage de programmes valorisant la citoyenneté et l'instruction civique
FORMATION CITOYENNE et CIVIQUE	absence d'éducation civique et citoyenne dans le parcours éducatif des enfants	intégration obligatoire de l'éducation civique au sein de l'éducation nationale, éducation écologique, initiation aux gestes qui sauvent
	Élections européennes	Utiliser les réseaux sociaux et les applis pour mobiliser et informer les jeunes

## 4 / CONCLUSION DE FIN DE SEANCE

La toute dernière intervention revient à Madame La Maire pour clore cette soirée de débat par :

*« La République commence au perron de la Mairie »*